

## **Déclaration de la Représentante de l'Éthiopie**

L'Éthiopie est reconnaissante de l'appui consenti par le FIDA et ses partenaires en vue de l'élimination de la pauvreté et de la malnutrition. En Éthiopie, le taux de pauvreté est passé de plus de 50% en 2000 à 23,7% en 2019.

Le FIDA soutient en Éthiopie plus de 20 projets, d'un montant total de plus de 900 millions d'USD, qui permettent une véritable transformation des zones rurales en accroissant les revenus des populations, en améliorant leur sécurité alimentaire et en renforçant leur contribution au développement économique du pays.

Le financement du développement existe de longue date et des milliards de dollars ont été investis jusqu'ici, mais des interrogations se posent aujourd'hui quant à savoir si ce financement est efficace ou contreproductif et comment il pourrait être pérenne.

L'efficacité ou l'échec du financement du développement a un impact direct sur la viabilité du système financier du FIDA.

Toutefois, parallèlement à la mobilisation des ressources, il est également temps de redéfinir les véritables lacunes à combler pour remédier à la prévalence élevée de la pauvreté et de la faim.

Nous pensons que les décideurs politiques et les pouvoirs publics doivent impérativement s'engager sans réserve dans la lutte contre l'aggravation de la faim et de la pauvreté.

Il nous faut nous demander si le problème tient à un manque de financement en faveur du développement ou à autre chose.

Outre le financement du développement, force est de constater, comme l'ont souligné les premiers intervenants d'hier, que parmi les défis actuels de l'Afrique et d'autres régions, ce sont notamment les changements climatiques qui ont freiné la réalisation des objectifs de développement durable sur le continent africain, notamment en ce qui concerne l'élimination de la faim et de la pauvreté.

Tout comme la faim et la pauvreté, les changements climatiques ne connaissent pas de frontières, si bien que tous les acteurs internationaux, notamment les États et les acteurs non étatiques, doivent unir leurs efforts pour renforcer la résilience face aux aléas climatiques.

Pour conclure, c'est essentiellement grâce au plein engagement des donateurs, des pouvoirs publics et des décideurs politiques, ainsi qu'au bon usage du mécanisme de suivi, garant de la qualité des projets financés, que le FIDA pourra se doter d'un système financier durable.